

RÈGLEMENT D'ADMISSION À L'ENTRÉE EN FORMATION : MONITEUR ÉDUCATEUR TECHNICIEN DE L'INTERVENTION SOCIALE ET FAMILIALE

Le présent règlement, porté à la connaissance des candidats, est établi en référence aux textes réglementaires relatifs à la formation, à savoir :

- ⇒ L'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au diplôme d'État de moniteur éducateur ;
- ⇒ L'arrêté du 1er juillet 2024 relatif au diplôme d'État de technicien de l'intervention sociale et familiale.

Il contient :

- ⇒ Une annexe portant sur les tarifs et calendrier ;
- ⇒ Une annexe portant sur les dispositions réglementaires de prise en charge des formations sociales par le Conseil Régional Grand Est.

I. CONDITIONS D'ACCÈS À L'ÉPREUVE DE SÉLECTION

Aucun diplôme n'est exigé pour se présenter à l'épreuve de sélection.

Conformément aux textes réglementaires susvisés, l'IRTS de Champagne-Ardenne organise un entretien de sélection pour intégrer l'une des deux formations mentionnées.

L'entretien de sélection comprend un oral.

Les inscriptions à la sélection **se font uniquement** sur le site de l'IRTS CA : www.irtsca.fr

Le dossier de candidature est à envoyer à l'adresse électronique suivante :
admission@irtsca.fr

Seuls les dossiers complets, reçus dans les délais indiqués dans le dossier de candidature, seront pris en considération, le cachet de la poste faisant foi.

II. LISTES D'INSCRIPTION

Les inscriptions à la sélection sur le site de l'IRTS CA se font sur deux listes distinctes en fonction du statut :

- ⇒ Une liste pour les candidats pouvant prétendre à un financement par la Région Grand Est (liste quota) ;
- ⇒ Une liste pour les candidats dont le financement peut relever d'un employeur, de l'apprentissage, d'un financement personnel etc. (liste hors quota).

A. Candidats relevant de la liste Quota

PLACES AGRÉÉES ET FINANCÉES PAR LA RÉGION GRAND EST	
Moniteur Éducateur	30
Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale	15

Relèvent de la liste QUOTA et bénéficient par conséquent d'une prise en charge de leur formation par la Région Grand Est, les statuts suivants :

1° Les jeunes en poursuite d'études

Est considéré « en poursuite d'études », tout jeune ayant achevé sa scolarité moins de 2 ans avant le démarrage de la formation (certificat de scolarité N-2 à l'appui. Exemple : pour une rentrée en septembre 2026, un certificat de scolarité 2024-2025 ou 2025-2026) ;

2° Les demandeurs d'emploi non démissionnaires ;

3° Les salariés démissionnaires pour les cas de :

- démissions légitimes conformément à l'accord d'application n° 14 annexé à la convention du 14 mai 2014 relative à l'indemnisation du chômage ;
- démissions intervenues avant la date de clôture des inscriptions aux épreuves de sélection passées par le salarié ;

4° Les salariés en situation précaire

Est considéré « salarié en situation précaire » un salarié dont le contrat de travail est inférieur à 18 heures par semaine ou 78 heures par mois en moyenne dans les 6 mois avant l'entrée en formation ;

5° Les salariés en contrat à durée déterminée, non démissionnaires d'un CDI après la date de clôture des inscriptions aux épreuves d'admission, dont le contrat s'arrête au maximum dans la semaine (7 jours) qui suit le début de la formation.

Des mesures dérogatoires ou compensatoires sont prévues pour la prise en charge de formation de salariés selon les niveaux de formations, elles sont détaillées dans l'annexe N°2 du présent règlement.

B. Candidats relevant de la liste Hors Quota

Nombre d'admis maximum	
Moniteur Éducateur	30
Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale	15

L'IRTS Champagne-Ardenne tient à la disposition de ces candidats et de leur employeur, un devis et une proposition de convention de formation établis sur la base d'un cursus complet de formation. Le devis sera mis à disposition de l'employeur avant le passage de l'entretien de sélection.

Un candidat admis en formation en situation d'emploi, sans éléments de preuve d'un accord de prise en charge des frais de formation par son employeur ou un OPCO, avant la date d'entrée en formation, ne pourra intégrer cette dernière.

III. DEMANDE D'AMÉNAGEMENT DES ÉPREUVES DE SÉLECTION

Les candidats en situation de handicap peuvent bénéficier d'aménagement des conditions d'examen selon les modalités prévues à l'article D.613-27 du code de l'éducation.

Les demandes d'aménagement des épreuves (tiers temps supplémentaire...) sont à adresser par courrier avant la clôture des inscriptions, au service Admissions et seront transmises à la référente

Handicap de l'institut. Le courrier sera accompagné de l'avis du Médecin désigné par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées.

IV. DÉROULEMENT DE LA SÉLECTION

A. L'entretien de sélection ¹

Les candidats sont convoqués pour :

Un entretien d'une durée de trente minutes, destiné à évaluer la manière dont le candidat envisage la fonction, ainsi que son aptitude et sa motivation à exercer la profession. L'entretien est conduit à partir d'une note rédigée et dactylographiée au préalable par le candidat, qui est insérée dans le dossier de candidature.

Les modalités de sélection sont identiques, que les candidats s'inscrivent dans une démarche d'acquisition de la certification globale ou dans une démarche d'acquisition de blocs de compétences.

B. Résultats des sélections

Chaque candidat recevra communication de ses résultats par courrier dématérialisé.

Les candidats relevant de la liste Quota sont classés par ordre de mérite en fonction de la note obtenue à l'épreuve orale.

Les candidats ayant obtenu la même note sont départagés s'il y a lieu par la note obtenue à l'entretien individuel sur l'item : « le candidat et sa motivation pour la formation », puis le cas échéant sur les items suivants. La note finale est celle obtenue à l'épreuve orale.

Pour être admis, les candidats relevant de la liste hors quota doivent obtenir une note finale égale ou supérieure à 10/20.

L'admission dans la formation est prononcée par le directeur d'établissement de formation après avis de la commission d'admission.

Cette commission d'admission comprend le directeur de l'établissement de formation ou de son représentant, le responsable de la formation et un référent apprentis de l'établissement. Elle peut comprendre un professionnel titulaire du diplôme des formations susvisées. Cette commission arrête la liste des candidats admis à suivre la formation. Les résultats de l'admission en formation sont valables trois ans à partir de la date de la commission d'admission.

¹ Article 4 de l'arrêté du 1^{er} juillet 2024 relatif au diplôme d'Etat de technicien de l'intervention sociale et familial.

Article 4 de l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au diplôme d'Etat de moniteur éducateur.

C. Candidats ajournés

Les candidats ajournés peuvent prendre connaissance des appréciations de leurs notes et des appréciations à compter de la date des résultats et ce durant un mois, en faisant la demande écrite au service Admissions.

V. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

A. Admis de droit

Sont admis de droit en formation à la suite du dépôt de leur dossier de candidature :

1° Les lauréats de l'Institut de l'engagement ;

2° Les candidats ayant signé un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation au sein d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

3° Les candidats ayant déjà acquis un ou plusieurs domaines de compétences du diplôme d'État de technicien de l'intervention sociale et familiale, ou du diplôme d'État de moniteur éducateur, peuvent bénéficier des dispositions des arrêtés suivants :

⇒ Arrêté du 25 avril 2006 relatif au diplôme d'État de technicien de l'intervention sociale et familiale ;

⇒ Arrêté du 20 juin 2007 relatif au diplôme d'État de moniteur éducateur.

4° Les candidats ayant déjà préalablement acquis un ou plusieurs blocs de compétences du diplôme d'État de technicien de l'intervention sociale et familiale ou du diplôme d'État de moniteur éducateur relevant des dispositions des présents arrêtés.

5° Les candidats bénéficiant d'une validation partielle des acquis de l'expérience par le jury VAE.

B. Entretien de positionnement des candidats admis de droit

Pour les futurs apprentis, un entretien de positionnement avec le responsable de formation et le référent apprentis CFA sera organisé en amont.

Pour les contrats de professionnalisation, un entretien de positionnement avec le responsable de formation sera organisé en amont.

Pour les candidats relevant des dispositions 3°, 4° et 5°, un entretien de positionnement avec le responsable de formation sera organisé en amont.

VI. INSCRIPTION ADMINISTRATIVE À LA FORMATION

A. Confirmation d'inscription à la formation

ANNEXE N°1 AU RÈGLEMENT D'ADMISSION

Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale et de Moniteur éducateur

Frais et calendrier d'inscription – Rentrée 2026

Frais d'inscription à La sélection

Entretien Oral : 125 €

Si le candidat formule un vœu en ME et TISF, un tarif dégressif peut être appliqué sur les frais d'admission. Modalités sur le site de l'IRTS CA : <https://irtsca.fr/sinscrire-en-ligne/>

Modes de paiement acceptés : paiement en ligne sur le site de l'IRTS CA.

Les candidatures ne seront validées qu'après réception par l'IRTS Champagne-Ardenne du règlement.

Le candidat ne pourra, en aucun cas, demander le remboursement des frais d'inscription à la sélection.

Calendrier de l'épreuve de sélection

Ouverture des inscriptions par internet www.irtsca.fr le 12 janvier 2026. *

	NOMBRE DE PLACES PAR LISTE		
		QUOTA	HORS QUOTA
	ME	30	30 Maximum
	TISF	15	15 Maximum
Clôture inscription Internet	Mardi 2 juin 2026*		
Oral	Samedi 20 juin 2026*		

Les résultats définitifs seront portés à la connaissance des candidats en juin 2026. Les demandes d'allègements seront examinées lors des semaines qui suivent la rentrée.

Reims, le 06/01/2026

Le Directeur Général,

Stéphane FOURNAL.



Conditions générales de prise en charge par la Région Grand Est

des formations sanitaires et sociales


sous réserve de modification à la rentrée de septembre 2026

Secteur Sanitaire et Social DES MÉTIERS D'AVENIR !

Conditions générales de prise en charge des formations sanitaires et sociales :

- ambulancier, auxiliaire de puériculture, aide-soignant, ergothérapeute (Mulhouse), infirmier, manipulateur en électroradiologie médicale, psychomotricien (Mulhouse)
- moniteur éducateur technicien de l'intervention sociale et familiale, assistant de service social, éducateur de jeunes enfants, éducateur spécialisé, éducateur technique spécialisé, 3^e année en conseiller économie sociale et familiale

RENTREE DE
**SEPTEMBRE 2025 ET
PREMIER TRIMESTRE 2026**

<p> Vous êtes éligible à la prise en charge régionale ! </p> <p>1 VOUS AVEZ MOINS DE 26 ANS ET ÊTES EN POURSUITE D'ÉTUDES</p> <p>Vous devez fournir un certificat de scolarité (année 2023-2024 ou 2024-2025)</p> <p>  Le statut de jeune de 26 ans en poursuite d'études est prioritaire</p>	<p> Vous n'êtes pas éligible à la prise en charge régionale ! </p> <p>VOUS AVEZ PLUS DE 26 ANS OU NE SUIVEZ PLUS D'ÉTUDES</p> <p>► Vous avez suivi une préparation aux concours/sélections ► Vous avez le Diplôme d'Accès aux Études Supérieures</p> <p></p>
<p>2 VOUS ÊTES DEMANDEUR D'EMPLOI</p> <p>Vous êtes non démissionnaire au cours de la période de référence* qui démarre 6 mois avant la date de rentrée de la sélection et jusqu'à la date de rentrée effective (y compris en cas de report).</p> <p></p> <p>*PÉRIODE DE RÉFÉRENCE : période durant laquelle votre statut est examiné pour déterminer si vous êtes éligible à la prise en charge régionale du coût de votre formation. Cette période de référence ne s'applique pas aux formations D'AIDE-SOIGNANT ET D'AUXILIAIRE DE PUÉRICULTURE.</p> <p>Vous avez démission pour l'un des motifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► Rupture à l'initiative du salarié d'un contrat aidé, d'un emploi d'avenir, d'un service civique, d'un contrat volontariat gendarmerie ; ► Pour cause de non-paiement des salaires ; ► Pour suivre le conjoint suite à une mutation ou mariage ; ► Pour suivre son enfant handicapé admis dans une structure d'accueil ; ► Pour cause de violences conjugales ; ► Pour cause de d'actes délictueux dans le cadre du contrat de travail. <p>Vous avez démissionné avant la période de référence. Vous n'avez pas renouvelé votre CDD.</p> <p></p>	<p> Possibilité de mobiliser votre Compte Personnel de Formation (CPF) et de compléter sur fonds propres si vous souhaitez bénéficier de la mesure compensatoire.</p> <p>Vous êtes démissionnaire au cours de la période de référence* qui démarre 6 mois avant la date de rentrée de la sélection et jusqu'à la date de rentrée effective (y compris en cas de report).</p> <p>Le dispositif « DÉMISSION RECONVERSION » n'est pas reconnu, pendant la période de référence, comme démission permettant la prise en charge du coût de la formation par la Région.</p> <p></p>

 Vous êtes éligible
à la prise en charge régionale ! 

 Vous n'êtes pas éligible
à la prise en charge régionale ! 

VOUS ÊTES SALARIÉ

3

- ▶ Vous avez **un contrat de travail dont la durée est inférieure à 18 heures par semaine ou 78 heures par mois** en moyenne durant les neuf mois précédant l'entrée en formation ;
- ▶ Vous avez **un contrat de travail à durée déterminée qui expire au plus tard dans les 7 jours** qui suivent le début de la formation ;
- ▶ Votre **congé parental a pris fin** avant le démarrage de la formation ;
- ▶ Votre **contrat de travail est rompu** : licenciement, rupture conventionnelle de CDI... **la procédure doit impérativement avoir abouti avant la rentrée ou au plus tard dans les 7 jours** qui suivent le début de la formation
- ▶ Vous êtes **VDI ou micro-entrepreneur** et vos revenus déclarés en moyenne sur les 6 derniers mois avant l'entrée en formation s'élèvent mensuellement au maximum à 720 euros.

 L'inscription à France Travail est obligatoire

 **Obligation de mobiliser votre Compte Personnel de Formation (CPF)** et de compléter sur fonds propres si vous souhaitez bénéficier de la mesure compensatoire

- ▶ Vous avez gardé **un lien juridique avec un employeur** :
- ▶ Vous êtes en **congé parental** ;
- ▶ Vous êtes en **congé sabbatique, en disponibilité, en congé de formation professionnelle, commerçant, profession libérale, ...** ;
- ▶ Vous êtes **VDI ou micro-entrepreneur** et vos revenus déclarés en moyenne sur les 6 derniers mois avant l'entrée en formation sont supérieurs mensuellement à 720 euros.

PIÈCES À FOURNIR À L'INSTITUT DE FORMATION

- ▶ **Attestation dûment complétée par France Travail** datant au maximum du mois précédent la rentrée ;
- ▶ **Attestation Unedic ou à défaut les contrats de travail** pour l'ensemble des emplois pendant la période de référence ;
- ▶ S'il y a lieu, **toutes pièces justifiant d'un changement de profil** ou d'une situation particulière.